

## **Séance du 3 décembre 2024**

PROCÈS-VERBAL de la séance ordinaire du conseil de la Municipalité de Rivière-Bleue, MRC de Témiscouata, tenue le trois décembre 2024, à 19 h 30, à la salle du conseil municipal, et à laquelle sont présents : les conseillères Mesdames, Thérèse Beauregard, Véronique Bossé, Lyne Patry et Christiane Roy, le conseiller Monsieur Yves Gagné, formant quorum sous la présidence de Monsieur Claude H. Pelletier, maire.

Absente : Madame Claudine Marquis conseillère, ne peut assister à la présente séance.

Mesdames Claudie Levasseur, directrice générale, Nadye Michaud, trésorière, Marie-Eve Nadeau, adjointe de direction, Vanessa Landry, adjointe administrative ainsi que Messieurs Stéphane Lepage, contremaître des services techniques et Gino Dubé, technicien en loisir, assistent à la présente séance.

TROIS (3) personnes sont présentes dans l'assistance.

### **1.- OUVERTURE DE LA SÉANCE**

Monsieur Claude H. Pelletier, maire, déclare la séance ouverte.

**24-12-185**

### **2.- ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

Il est proposé par la conseillère Madame Thérèse Beauregard que l'ordre du jour soit adopté tel que soumis, tout en laissant le point « *Affaires nouvelles* » ouvert aux discussions.

La proposition est acceptée à l'unanimité.

**24-12-186**

### **3.- ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 5 NOVEMBRE 2024**

Il est proposé par la conseillère Madame Véronique Bossé que le procès-verbal de la séance ordinaire du 5 novembre 2024 soit accepté tel que rédigés par la directrice générale.

QUE le président de cette séance et la directrice générale sont autorisés à signer lesdits procès-verbaux.

La proposition est acceptée à l'unanimité.

24-12-187

**4.- SUIVI**

La directrice générale, Madame Claudie Levasseur, dépose un rapport mensuel des activités passées et de celles à venir.

24-12-188

**4.-1 Dépôt et approbation du suivi administratif et l'engagement des employés**

Il est proposé et résolu à l'unanimité que ce conseil reçoive et approuve le rapport de la directrice générale portant sur l'engagement d'employés occasionnels, au cours du mois de novembre 2024, nécessaire à la poursuite des activités de la Municipalité.

La proposition est acceptée à l'unanimité.

24-12-189

**4.-2 Dépôt et approbation du suivi administratif**

Il est proposé et résolu à l'unanimité que ce conseil reçoive et accepte le rapport de la directrice générale portant sur le suivi administratif du mois de novembre 2024.

La proposition est acceptée à l'unanimité.

24-12-190

**5.- DÉPÔT, RATIFICATION ET ADOPTION DES COMPTES**

Il est proposé par le conseiller Monsieur Yves Gagné que ce conseil ratifie le paiement des dépenses effectuées au cours du dernier mois, inscrites sur le bordereau numéro Sc-24-018, totalisant une somme de 907.64 \$ (chèques numéro 10782 à 10785), le bordereau de paiements direct Pd-24-017, totalisant une somme de 5 736,90, \$ (fichiers no 504 361), le bordereau des transferts électroniques des salaires numéro TÉ-24-010 totalisant une somme de 60 618,23 \$ (fichiers no 1273 à 1277) ainsi que sur le bordereau des prélèvements électroniques numéro PÉ-24-009 totalisant une somme de 72 517,50 \$ (paiements no 5316 à 5355).

QUE ce conseil approuve la liste des comptes à payer inscrits sur le bordereau numéro PÉ-24-010, totalisant une somme de 123,42 \$ (paiements no 5356) ainsi que sur le bordereau de paiements direct Pd-24-018, totalisant une somme de 173 228,79 \$ (fichiers no 504 362 à 504 424) et autorise le paiement des déboursés inscrits.

La proposition est acceptée à l'unanimité.

## 6.- PROJET DE RÈGLEMENTS

### 24-12-191 6.-1 Règlement numéro 2024-468 sur l'entretien, l'occupation et la salubrité des immeubles

#### Table des matières

PRÉAMBULE	→	¶
CHAPITRE I → DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES	→	5 ¶
ARTICLE 1 → TITRE DU RÈGLEMENT	→	5 ¶
ARTICLE 2 → OBJECTIFS DU RÈGLEMENT	→	5 ¶
ARTICLE 3 → ABROGATIONS	→	5 ¶
ARTICLE 4 → LES RÈGLEMENTS ET LES LOIS	→	6 ¶
ARTICLE 5 → VALIDITÉ	→	6 ¶
CHAPITRE II → DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES	→	6 ¶
ARTICLE 6 → INTERPRÉTATION DU TEXTE	→	6 ¶
ARTICLE 7 → TERMINOLOGIE	→	6 ¶
CHAPITRE III → DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES	→	7 ¶
ARTICLE 8 → PERSONNES ASSUJETTIES	→	7 ¶
ARTICLE 9 → TERRITOIRE ASSUJETTI	→	7 ¶
ARTICLE 10 → BÂTIMENTS ASSUJETTIS	→	7 ¶
ARTICLE 11 → APPLICATION DU RÈGLEMENT	→	7 ¶
ARTICLE 12 → FONCTIONS ET POUVOIRS DU FONCTIONNAIRE DÉSIGNÉ	→	7 ¶
ARTICLE 13 → ESSAIS, ANALYSES ET VÉRIFICATIONS	→	8 ¶
ARTICLE 14 → INSTALLATION D'UN APPAREIL DE MESURE ET EXPERTISES	→	8 ¶
ARTICLE 15 → INTERVENTION D'EXTERMINATION	→	8 ¶
ARTICLE 16 → SANTÉ PUBLIQUE	→	9 ¶
ARTICLE 17 → DANGER POUR LA SÉCURITÉ	→	9 ¶
ARTICLE 18 → RESPONSABILITÉS DU PROPRIÉTAIRE, DU LOCATAIRE OU DE L'OCCUPANT	→	9 ¶
ARTICLE 19 → BÂTIMENT INACHEVÉ, INOCCUPÉ, ENDOMMAGÉ ET DANGEREUX	→	9 ¶
ARTICLE 20 → BÂTIMENT ENDOMMAGÉ AYANT PERDU LA MOITIÉ DE SA VALEUR	→	9 ¶
CHAPITRE IV → NORMES RELATIVES À L'ENTRETIEN	→	10 ¶
ARTICLE 21 → MAINTIEN EN BON ÉTAT D'UN BÂTIMENT	→	10 ¶
ARTICLE 22 → INFILTRATION D'EAU ET INCENDIE	→	10 ¶
ARTICLE 23 → ENVELOPPE EXTÉRIEURE	→	10 ¶
ARTICLE 24 → FONDATIONS	→	10 ¶
ARTICLE 25 → TOIT	→	11 ¶
ARTICLE 26 → PORTES, FENÊTRES ET OUVERTURES EXTÉRIEURES	→	11 ¶
ARTICLE 27 → MURS ET PLAFONDS	→	11 ¶
ARTICLE 28 → PLANCHERS	→	11 ¶
ARTICLE 29 → BALCONS, GALERIES, ESCALIERS ET AUTRES CONSTITUANTES	→	11 ¶
ARTICLE 30 → IMMEUBLE PATRIMONIAL	→	12 ¶

<b>CHAPITRE V</b>	<b>→ NORMES RELATIVES À L'OCCUPATION</b>	<b>→</b>	<b>12 ¶</b>
ARTICLE 31	→ INSTALLATIONS OBLIGATOIRES	→	12 ¶
ARTICLE 32	→ ÉQUIPEMENTS OBLIGATOIRES	→	12 ¶
ARTICLE 33	→ VENTILATION MÉCANIQUE DE LA SALLE DE BAIN OU DE LA TOILETTE	→	12 ¶
ARTICLE 34	→ EAU	→	12 ¶
ARTICLE 35	→ CHAUFFAGE	→	12 ¶
ARTICLE 36	→ ÉCLAIRAGE	→	12 ¶
<b>CHAPITRE VI</b>	<b>→ NORMES RELATIVES À LA SALUBRITÉ</b>	<b>→</b>	<b>13 ¶</b>
ARTICLE 37	→ DEVOIRS DU PROPRIÉTAIRE, DU LOCATAIRE ET DE L'OCCUPANT	→	13 ¶
ARTICLE 38	→ INTERDICTIONS	→	13 ¶
ARTICLE 39	→ PUNAISES DE LIT	→	13 ¶
<b>CHAPITRE VII</b>	<b>→ DISPOSITIONS PÉNALES</b>	<b>→</b>	<b>13 ¶</b>
ARTICLE 40	→ INFRACTIONS MULTIPLES	→	13 ¶
ARTICLE 41	→ AVIS DE NON-CONFORMITÉ	→	13 ¶
ARTICLE 42	→ ORDONNANCE DE FAIRE DISPARAÎTRE UNE CAUSE D'INSALUBRITÉ	→	14 ¶
ARTICLE 43	→ AMENDES	→	14 ¶
ARTICLE 44	→ FACTEURS AGGRAVANTS	→	14 ¶
ARTICLE 45	→ AUTRES RECOURS	→	14 ¶
<b>CHAPITRE VIII</b>	<b>→ DISPOSITIONS PARTICULIÈRES</b>	<b>→</b>	<b>15 ¶</b>
ARTICLE 46	→ AVIS DE DÉTÉRIORATION	→	15 ¶
ARTICLE 47	→ NOTIFICATION AU PROPRIÉTAIRE	→	15 ¶
ARTICLE 48	→ AVIS DE RÉGULARISATION	→	15 ¶
ARTICLE 49	→ ACQUISITION PAR LA MUNICIPALITÉ	→	15 ¶
ARTICLE 50	→ TAXE FONCIÈRE	→	16 ¶
ARTICLE 51	→ CRÉANCE HYPOTHÉCAIRE	→	16 ¶
ARTICLE 52	→ AUTRES POURSUITES	→	16 ¶
<b>CHAPITRE IX</b>	<b>→ DISPOSITIONS FINALES</b>	<b>→</b>	<b>16 ¶</b>
ARTICLE 53	→ ENTRÉE EN VIGUEUR	→	16 ¶

## **PRÉAMBULE**

**ATTENDU QUE** le projet de Loi 69 exige l'adoption d'un « Règlement sur l'occupation, l'entretien et la salubrité des bâtiments » pour toutes les municipalités ;

**ATTENDU QUE** l'importance de maintenir tous les immeubles, incluant les immeubles patrimoniaux, en bon état ;

**ATTENDU QUE** le Conseil municipal désire assurer des conditions de logement acceptables pour tous les résidents de la Municipalité ;

**ATTENDU QUE** le présent règlement vise à octroyer aux fonctionnaires municipaux désignés des pouvoirs d'intervention lorsqu'un bâtiment est mal entretenu ou laissé à l'abandon ;

**ATTENDU QUE** les pouvoirs conférés aux municipalités en matière d'insalubrité par les articles 55 à 58 de la *Loi sur les compétences municipales* (RLRQ, c. C-47.1) ;

**ATTENDU QUE** les pouvoirs conférés aux municipalités en matière d'occupation et d'entretien des bâtiments par la Section XII (articles 145.41 à 145.41.7) de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) ;

**ATTENDU QUE** les pouvoirs généraux conférés aux municipalités par les articles 369 et 411 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et par l'article 137 de la *Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives* (projet de loi 69) ;

**ATTENDU QU'UN** avis de motion ainsi que le dépôt d'un projet du présent règlement ont été donnés lors de la séance régulière du conseil tenu le 5 novembre 2024

**ATTENDU QU'UNE** consultation publique a été tenue le 3 décembre 2024 suite à l'avis public publié à cet effet le 6 novembre 2024 ;

**ATTENDU QU'aucune** modification n'a été apportée au projet de Règlement ;

Il est proposé et résolu à l'unanimité

**QUE LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :**

---

## **CHAPITRE I      DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES**

---

### **ARTICLE 1 TITRE DU RÈGLEMENT**

Le présent règlement s'intitule « Règlement sur l'occupation, l'entretien et la salubrité des immeubles ».

### **ARTICLE 2 OBJECTIFS DU RÈGLEMENT**

Le présent règlement a pour but d'établir des normes minimales d'occupation, d'entretien et de salubrité des immeubles sur le territoire de la Municipalité de Rivière-Bleue.

Il vise aussi à octroyer aux fonctionnaires municipaux désignés des pouvoirs d'intervention lorsqu'un bâtiment est mal entretenu ou laissé à l'abandon.

### **ARTICLE 3 ABROGATIONS**

Le présent règlement abroge et remplace le règlement 2013-346 portant sur l'entretien des bâtiments.

Les abrogations faites en vertu du présent règlement ne portent atteinte à aucun droit acquis, aucune obligation existante, aucune procédure en cours, aucune peine en cours, ni aucun acte accompli, décidé, ordonné ou qui doit être fait en vertu de ce règlement et de ses modifications.

### **ARTICLE 4 LES RÈGLEMENTS ET LES LOIS**

Aucun article du présent règlement ne saurait avoir pour effet de soustraire toute personne à l'application d'une loi ou d'un règlement dûment adopté par le gouvernement du Canada, le gouvernement du Québec ou la MRC de Témiscouata.

## **ARTICLE 5 VALIDITÉ**

Le Conseil adopte le présent règlement dans son ensemble et également chapitre par chapitre, article par article, alinéa par alinéa, paragraphe par paragraphe, sous-paragraphe par sous-paragraphe, de manière à ce que, si un chapitre, un article, un alinéa, un paragraphe, ou un sous-paragraphe de ce règlement était ou devait être un jour déclaré nul, toute autre disposition de ce règlement demeure en vigueur.

---

## **CHAPITRE II DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES**

---

### **ARTICLE 6 INTERPRÉTATION DU TEXTE**

L'interprétation du texte de ce règlement doit respecter les règles suivantes :

- a) Les titres contenus dans le présent règlement en font partie intégrante. En cas de contradiction entre le texte et le titre, le texte prévaut ;
- b) En cas de contradiction entre le texte et toute autre forme d'expression, le texte prévaut ;
- c) L'emploi des verbes au présent inclut le futur, et vice-versa ;
- d) L'usage du singulier comprend le pluriel et l'usage du pluriel comprend le singulier, chaque fois que le contexte s'y prête ;
- e) L'emploi du verbe DEVOIR indique une obligation absolue ; alors que l'emploi du verbe POUVOIR conserve un sens facultatif ;
- f) En cas de contradictions entre deux dispositions, la disposition spécifique prévaut sur la disposition générale ;
- g) Toute référence à un autre règlement ou à une Loi est ouverte, c'est-à-dire qu'il s'étend à toute modification que pourrait subir un tel règlement ou Loi suite à l'entrée en vigueur du présent règlement ;
- h) En cas d'incompatibilité entre une disposition du présent règlement et une disposition de tout autre règlement municipal, la disposition la plus restrictive s'applique.

### **ARTICLE 7 TERMINOLOGIE**

Les expressions et les mots utilisés dans le présent règlement ont le sens spécifique qui leur est donné dans le Règlement de zonage 2015-364 et ses amendements, sauf si le contexte indique un sens différent.

Nonobstant ce qui précède, aux fins du présent règlement, les mots suivants ont la signification qui leur est donnée au présent article :

« Bâtiment » : toute construction utilisée ou destinée à être utilisée pour abriter ou recevoir des personnes, des animaux ou des choses, dont notamment un logement.

« Détérioré » : Se dit d'une chose mal conservée et en condition insatisfaisante pour permettre l'usage auquel elle est destinée ou conçue.

« Immeuble patrimonial » : un immeuble cité conformément à la *Loi sur le patrimoine culturel* (chapitre P-9.002), situé dans un site patrimonial cité par la municipalité ou la MRC de Témiscouata ou inscrit dans l'inventaire patrimonial de la MRC de Témiscouata.

« Logement » : bâtiment ou partie de bâtiment destiné à servir à des fins résidentielles et ses accessoires, dont notamment un hangar, un balcon,

un garage, un abri d'automobile ou une remise.

« MRC » : la MRC de Témiscouata

« Municipalité » : la Municipalité de Rivière-Bleue.

« Salubrité » : caractère d'un bâtiment ou d'une partie de bâtiment qui est, de par la qualité de son état, de son environnement et de son entretien, favorable à la santé et à la sécurité des résidents et du public en raison de l'utilisation qui en est faite et de l'état dans lequel il se trouve.

« Vétusté » : état de détérioration produit par le temps et l'usure normale et rendant impossible l'usage de la chose à laquelle elle est destinée ou conçue.

---

### **CHAPITRE III DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

---

#### **ARTICLE 8 PERSONNES ASSUJETTIES**

Les dispositions du présent règlement s'imposent aux personnes physiques comme aux personnes morales autant de droits publics que privés.

#### **ARTICLE 9 TERRITOIRE ASSUJETTI**

Le présent règlement s'applique sur tout le territoire de la municipalité de Rivière-Bleue

#### **ARTICLE 10 BÂTIMENTS ASSUJETTIS**

Le présent règlement s'applique à tout bâtiment ou partie d'un bâtiment principal résidentiel, commercial, industriel et agricole de même qu'à leurs bâtiments accessoires.

Nonobstant ce qui précède, le présent règlement ne s'applique pas à un bâtiment à caractère exclusivement institutionnel, public ou un établissement visé à l'article 79 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-4.2).

#### **ARTICLE 11 APPLICATION DU RÈGLEMENT**

L'application du présent règlement relève des fonctionnaires désignés nommés selon la résolution 24-07-118.

Le fonctionnaire désigné doit au moment des visites et/ou des inspections et sur demande, s'identifier au moyen d'une pièce d'identité ou d'un certificat délivré par la Municipalité ou la MRC de Témiscouata.

#### **ARTICLE 12 FONCTIONS ET POUVOIRS DU FONCTIONNAIRE DÉSIGNÉ**

Le fonctionnaire désigné exerce les fonctions et les pouvoirs qui lui sont conférés par ce règlement.

À ce titre, il peut :

- a) visiter et examiner, entre 7 heures et 19 heures, toute propriété mobilière et immobilière, ainsi que l'intérieur et l'extérieur de tout bâtiment ;
- b) faire des essais et prendre des photographies ou réaliser des enregistrements dans un bâtiment ou toute partie adjacente ;
- c) prélever, sans frais, des échantillons de toute nature à des fins

d'analyses et même, si cela s'avère nécessaire, démanteler des constructions pour y prélever de tels échantillons ;

- d) être accompagné de toute personne dont il requiert l'assistance ou l'expertise ;
- e) aviser un propriétaire, locataire, occupant ou toute autre personne de cesser des travaux ou l'occupation d'un bâtiment lorsqu'il constate que ces travaux ou cette occupation sont réalisés ou exercés en contravention au présent règlement, à ceux qu'il réfère et à leurs modifications, et de s'abstenir de toute action ou activité susceptible d'entraîner la poursuite de l'infraction ;
- f) exiger de tout propriétaire, locataire ou occupant de rectifier toute situation constituant une infraction au présent règlement ou à ceux qu'il réfère ainsi que leurs modifications, notamment et non limitativement, de remettre les choses dans l'état où elles étaient avant que la cause de l'infraction ne se produise ;
- g) exiger de tout propriétaire, locataire ou occupant d'un bâtiment qu'il effectue ou fasse effectuer à ses frais, un essai, une analyse ou une vérification d'un matériau, d'un équipement, de la qualité de l'eau et/ou de l'air ou d'une installation afin de s'assurer de sa conformité au présent règlement ou à ceux qu'il réfère ainsi que leurs modifications et qu'il fournisse une attestation de la conformité, de la sécurité et du bon fonctionnement ;
- h) exiger l'installation d'un appareil de mesure ou ordonner à un propriétaire, locataire ou occupant d'un bâtiment d'en installer un et de lui transmettre les données recueillies. Tous les frais engendrés par la présente disposition sont à la charge du propriétaire, du locataire ou de l'occupant ;
- i) exiger de tout propriétaire, locataire ou occupant un rapport produit par un professionnel spécialisé, lorsque la présence de rongeurs ou d'insectes, de moisissure, d'humidité excessive, d'air vicié ou d'une condition qui favorise la prolifération de ceux-ci et d'exiger la preuve de leur éradication dans le bâtiment ;
- j) émettre un avis de non-conformité tel que prévu aux articles 145.41 à 145.41.7 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme ;
- k) émettre un avis ordonnant l'évacuation et la fermeture d'un bâtiment ou d'un logement non conforme au présent règlement ou à ceux qu'il réfère ainsi que leurs modifications. Les biens meubles qui se trouvent dans un lieu dont l'évacuation et la fermeture sont ordonnées peuvent être transportés à l'endroit déterminé par le fonctionnaire désigné et ce, aux frais du propriétaire, du locataire ou de l'occupant.

### **ARTICLE 13 ESSAIS, ANALYSES ET VÉRIFICATIONS**

Le fonctionnaire désigné peut faire ou exiger que soient effectués des essais, des analyses ou des vérifications, prendre des photographies ou des enregistrements ou encore, faire des relevés techniques à l'aide d'un appareil de mesure afin de vérifier de la conformité du bâtiment avec le présent règlement.

Ces mesures peuvent notamment avoir pour objectif de vérifier la qualité d'un matériau, d'un équipement ou d'une installation, de déterminer la qualité de l'air ou de calculer le taux d'humidité.

#### **ARTICLE 14 INSTALLATION D'UN APPAREIL DE MESURE ET EXPERTISES**

Le fonctionnaire désigné peut, à la suite d'une intervention effectuée en vertu du présent règlement, installer ou faire installer un appareil de mesure ou ordonner au propriétaire, locataire ou à l'occupant d'en installer ou d'en faire installer un et de lui transmettre les données recueillies.

Il peut aussi exiger du propriétaire, du locataire ou de l'occupant d'un bâtiment qu'il effectue ou fasse effectuer par un expert, un essai, une analyse ou une vérification afin de s'assurer de la conformité du bâtiment au présent règlement et qu'il fournisse une attestation de conformité.

Il peut exiger du propriétaire, du locataire ou de l'occupant d'un bâtiment, la réception d'un rapport détaillé réalisé par un expert visant à valider la présence d'une cause d'insalubrité. Ce rapport doit décrire les causes d'insalubrité constatées et comprendre une description détaillée des travaux correctifs requis pour rendre un bâtiment salubre.

La personne à qui une telle exigence est formulée doit s'y conformer.

#### **ARTICLE 15 INTERVENTION D'EXTERMINATION**

Le fonctionnaire désigné peut exiger la réalisation d'une intervention d'extermination dans un bâtiment dans lequel la présence de vermine, de rongeurs, d'insectes ou de tout autre animal nuisible est constatée.

Le propriétaire, le locataire ou l'occupant des lieux visés par l'intervention d'extermination doit procéder avec célérité à l'exécution des tâches requises pour permettre à l'exterminateur d'éliminer la vermine, les rongeurs, les insectes ou tout autre animal nuisible.

La personne à qui une telle exigence est formulée doit s'y conformer.

#### **ARTICLE 16 SANTÉ PUBLIQUE**

Si le fonctionnaire désigné estime que la situation psychosociale ou un trouble d'accumulation excessive d'une personne fait en sorte qu'elle n'est pas en mesure de comprendre qu'une cause d'insalubrité identifiée dans un bâtiment qu'elle occupe est susceptible de porter atteinte à sa santé ou sa sécurité et qu'elle refuse de l'évacuer, il peut en informer un établissement de santé et de services sociaux ou toute autre autorité en matière de santé publique.

#### **ARTICLE 17 DANGER POUR LA SÉCURITÉ**

Lorsque des dommages à un élément de structure font en sorte qu'un bâtiment présente un risque pour la santé et la sécurité des personnes, le fonctionnaire désigné peut transmettre au propriétaire, au locataire ou à l'occupant des lieux un avis visant à enjoindre à empêcher l'accès au bâtiment, notamment en placardant les portes et les fenêtres ou en installant une clôture de sécurité.

La personne à qui une telle exigence est formulée doit s'y conformer.

#### **ARTICLE 18 RESPONSABILITÉS DU PROPRIÉTAIRE, DU LOCATAIRE OU DE L'OCCUPANT**

Le propriétaire, le locataire et l'occupant doivent, en tout temps, maintenir un bâtiment dans un bon état de salubrité. Ils doivent faire les réparations nécessaires et effectuer les travaux d'entretien afin de conserver les bâtiments ou les logements en bon état.

Un bâtiment ou une partie de bâtiment évacué en vertu du présent règlement ou vacant, doit être clos ou barricadé de façon à en empêcher l'accès, à prévenir tout accident et à assurer la santé et la sécurité du public.

Lorsqu'un bâtiment ou un ouvrage présente une condition dangereuse, en raison de travaux, d'un feu, d'un manque de solidité ou pour quelque autre cause, le propriétaire le locataire ou l'occupant doit prendre toutes les mesures nécessaires, y compris la démolition de tout ou partie de ce bâtiment ou ouvrage, pour éliminer définitivement cette condition dangereuse.

#### **ARTICLE 19 BÂTIMENT INACHEVÉ, INOCCUPÉ, ENDOMMAGÉ ET DANGEREUX**

Il n'est pas permis de construire un bâtiment jumelé ou en rangée sans construire l'ensemble des bâtiments contigus.

Aucun bâtiment ne peut rester inachevé. Tout bâtiment inachevé ou inoccupé, en construction ou en rénovation dont les travaux sont arrêtés ou suspendus depuis au moins 3 mois doit être clos ou barricadé afin qu'aucune personne ne puisse y avoir accès. Une construction inachevée et inoccupée à la date d'échéance du permis de construction doit être close ou barricadée.

Une construction partiellement détruite et rendue dangereuse par son délabrement doit être réparée. Le propriétaire d'une telle construction doit, dans les 10 jours suivant l'émission du constat d'infraction à cet effet, demander un permis de construction afin de procéder à des travaux de réparation. Ces travaux doivent être entrepris dans les 30 jours qui suivent l'émission du permis de construction.

Si les dommages à la construction sont dus à un sinistre, le fonctionnaire désigné doit attendre les résultats de l'enquête, s'il y a lieu, avant d'émettre un avis au sujet du bâtiment.

#### **ARTICLE 20 BÂTIMENT ENDOMMAGÉ AYANT PERDU LA MOITIÉ DE SA VALEUR**

Tout bâtiment vétuste, endommagé ou ayant perdu la moitié de sa valeur doit être réparé ou démoli.

Advenant un litige entre la municipalité et le propriétaire du bâtiment quant à l'évaluation du bâtiment, il est soumis à un comité d'arbitrage formé de deux évaluateurs agréés du Québec, désignés l'un par le propriétaire, l'autre par la municipalité, et d'une troisième personne nommée par les deux autres évaluateurs. La décision de ce comité d'arbitrage est finale. Les frais d'évaluation liés à cette procédure sont partagés à part égale entre la municipalité et le propriétaire.

---

### **CHAPITRE IV NORMES RELATIVES À L'ENTRETIEN**

---

#### **ARTICLE 21 MAINTIEN EN BON ÉTAT D'UN BÂTIMENT**

Toutes les parties constituant d'un bâtiment, tels les murs, les portes, les fenêtres, la toiture, la fondation et le revêtement extérieur, les balcons, les escaliers, etc. doivent être maintenues en bon état et pouvoir remplir les fonctions pour lesquelles elles ont été conçues.

La structure et les parties constituant d'un bâtiment doivent avoir une

solidité suffisante pour résister aux efforts combinés des charges vives, des charges sur la toiture, des charges dues à la pression du vent, du poids de la neige, de la force du vent et des autres éléments de la nature auxquels elles sont soumises et être réparées ou remplacées au besoin de façon à prévenir toute cause de danger ou d'accident.

Elles doivent être entretenues de manière qu'elles ne paraissent pas délabrées ou dans un état apparent et continu d'abandon.

#### **ARTICLE 22 INFILTRATION D'EAU ET INCENDIE**

Tout élément de la structure, de l'isolation ou des finis affectés par une infiltration d'eau ou par un incendie doit être nettoyé, asséché complètement ou remplacé de façon à prévenir et à éliminer la présence d'odeurs, de moisissures ou de champignons et leur prolifération. Les matériaux affectés par le feu qui ne respectent plus leur qualité première doivent être remplacés.

#### **ARTICLE 23 ENVELOPPE EXTÉRIEURE**

Les murs et le revêtement extérieur d'un bâtiment, tous matériaux confondus, doivent :

être maintenus en bon état, réparés ou remplacés au besoin, de manière à prévenir la moisissure, la pourriture et la corrosion ainsi que toute infiltration d'air, d'eau, intrusion de vermines ou de rongeurs ;

être résistants et stables de manière à prévenir que des murs soient endommagés ou inclinés, que des poutres soient tordues ou que des solives soient affaissées ;

être nettoyés, repeints, autrement traités ou entretenus de manière à maintenir une apparence de propreté ainsi que prévenir la dégradation.

#### **ARTICLE 24 FONDATIONS**

Toutes les fondations d'un bâtiment doivent être maintenues en tout temps dans un état qui assure sa conservation, sa protection et sa solidité.

Les murs de fondation doivent être entretenus et réparés de manière à conserver un aspect de propreté et à prévenir toute infiltration d'air ou d'eau ou d'intrusion d'insectes, de vermine, de rongeurs ou de tous autres animaux.

Une fondation à ciel ouvert, autre qu'une fondation d'un bâtiment en cours de construction, doit être entourée d'une clôture d'une hauteur minimale de 1,2 mètres.

Si aucun bâtiment n'est érigé sur une fondation à ciel ouvert dans les 12 mois suivant sa construction, ladite fondation doit être détruite et le terrain remis à son état naturel.

Si le propriétaire d'une fondation non-conforme au premier ou au second alinéa ne rend pas cette fondation conforme à ces dispositions dans les 10 jours qui suivent la signification de l'avis d'infraction donné par le fonctionnaire désigné, des travaux de protection peuvent être faits par la municipalité aux frais du propriétaire, afin de rendre la fondation conforme.

#### **ARTICLE 25 TOIT**

Toutes les parties constituantes de la toiture et de l'avant-toit d'un bâtiment doivent :

- a) être maintenues en bon état et réparées ou remplacées, au besoin, afin de prévenir toutes courbes dans la structure du toit, d'assurer la parfaite étanchéité, l'aspect de propreté et d'y prévenir l'intrusion d'oiseaux, de vermines, de rongeurs ou d'insectes ;
- b) assurer le maintien d'un revêtement de toiture conforme sur l'ensemble de la toiture et ses constituantes ;
- c) capter, dans des gouttières, les eaux provenant de la pluie ou de la fonte des neiges à partir de la toiture et qui est susceptible de se déverser sur la propriété d'autrui ou sur la voie publique. Celles-ci doivent être étanches, solidement installées et maintenues en bon état.

Sont notamment des composantes de la toiture les solins, les événements, les aérateurs, les soffites, les fascias, les gouttières et les bordures de toit.

#### **ARTICLE 26 PORTES, FENÊTRES ET OUVERTURES EXTÉRIEURES**

Toutes les portes et fenêtres extérieures d'un bâtiment, incluant leur cadre, doivent être entretenues ou réparées de façon à empêcher toute infiltration d'eau, d'air ou de neige ou remplacées lorsqu'elles sont endommagées ou défectueuses. Les cadres doivent être calfeutrés au besoin.

Toutes les parties mobiles doivent fonctionner normalement.

Les portes et fenêtres ainsi que leur cadre doivent être périodiquement nettoyées, repeintes, autrement traitées ou entretenues de manière à maintenir une apparence de propreté et de bon entretien ainsi que pour prévenir la dégradation.

Toutes barricades aux portes, fenêtres et à tout autre accès d'un bâtiment, sauf si celui-ci a été endommagé par un incendie, s'il présente un danger pour la sécurité publique ou s'il fait l'objet d'une demande de permis de démolition auprès de la Municipalité, sont interdites.

#### **ARTICLE 27 MURS ET PLAFONDS**

Les murs et les plafonds doivent être maintenus en bon état et être exempts de trous, de fissures, de moisissures ou de toutes autres déficiences. Les revêtements d'enduits ou d'autres matériaux endommagés, qui s'effritent ou menacent de se détacher doivent être réparés ou remplacés.

#### **ARTICLE 28 PLANCHERS**

Les planchers doivent être maintenus en bon état et ne doivent pas comporter de planches mal jointes, tordues, brisées, pourries ou autrement détériorées. Toute partie défectueuse doit être réparée ou remplacée.

Le plancher d'une salle de bain ou d'une salle de toilette ne doit pas permettre l'infiltration d'eau dans les cloisons adjacentes.

#### **ARTICLE 29 BALCONS, GALERIES, ESCALIERS ET AUTRES CONSTITUANTES**

Toutes parties d'un balcon, d'une galerie, d'un perron, d'une passerelle, d'un escalier extérieur et toutes constructions en saillie sur un bâtiment doivent :

- a) être maintenues en bon état, être réparées ou remplacées au besoin

- pour leur conserver un aspect de propreté et être sécuritaires ;
- b) être entretenues de façon à empêcher toute pourriture ou dégradation ;
  - c) être libres de tous encombrements ne permettant pas la circulation et l'accès aux portes d'entrée et aux sorties de secours.

### **ARTICLE 30 IMMEUBLE PATRIMONIAL**

Pour un immeuble patrimonial cité conformément à la *Loi sur le patrimoine culturel* (chapitre P-9.002), situé dans un site patrimonial cité par la Municipalité ou la MRC de Témiscouata ou inscrit à l'inventaire patrimonial de la MRC de Témiscouata, les travaux d'entretien effectués ne doivent pas dénaturer ou altérer le caractère patrimonial de l'immeuble. Les interventions d'entretien doivent permettre de préserver l'intégrité architecturale et la qualité patrimoniale de l'immeuble.

---

## **CHAPITRE V NORMES RELATIVES À L'OCCUPATION**

---

### **ARTICLE 31 INSTALLATIONS OBLIGATOIRES**

Un logement doit être pourvu d'un système d'alimentation en eau potable, d'un réseau de plomberie d'évacuation des eaux usées et d'installation de chauffage et d'éclairage qui doivent être maintenus continuellement en bon état de fonctionnement de façon à pouvoir être utilisés aux fins auxquelles ils sont destinés.

### **ARTICLE 32 ÉQUIPEMENTS OBLIGATOIRES**

Un logement doit être pourvu d'au moins :

- a) Un évier de cuisine ;
- b) Une toilette (cabinet d'aisances) ;
- c) Un lavabo ;
- d) Une baignoire ou une douche.

Tous ces équipements doivent être raccordés directement au système de plomberie et être en bon état de fonctionnement.

Un logement doit être pourvu d'au moins une hotte et une prise d'alimentation électrique 220 volts pour le poêle de la cuisine.

### **ARTICLE 33 VENTILATION MÉCANIQUE DE LA SALLE DE BAIN OU DE LA TOILETTE**

Dans un bâtiment, une salle de bain ou une salle de toilette qui n'est pas ventilée par circulation d'air naturel doit être munie d'une installation de ventilation mécanique expulsant l'air à l'extérieur et assurant un changement d'air régulier.

### **ARTICLE 34 EAU**

L'évier de cuisine, le lavabo et la baignoire ou la douche d'un logement doivent être alimentés en eau froide et en eau chaude. La température de l'eau chaude doit être comprise entre 55 et 60 °C.

### **ARTICLE 35 CHAUFFAGE**

Un logement doit être muni d'une installation permanente de chauffage qui permet à l'occupant de maintenir, dans les espaces

habitables, une température hivernale minimale de 20 °C dans les espaces habitables, incluant les salles de bain ou de toilette et, une température d'au moins 15°C dans tous les espaces contigus à une pièce habitable ou dans tout logement inhabité. La température intérieure d'un logement se mesure au centre de chaque pièce habitable à une hauteur d'un mètre du niveau de plancher.

L'isolation de l'enveloppe extérieure telle que la toiture, les murs extérieurs, les planchers ou les fondations doit être suffisante pour que le bâtiment puisse être chauffé adéquatement.

### **ARTICLE 36 ÉCLAIRAGE**

Un logement doit être pourvu d'une installation électrique en bon état de fonctionnement permettant d'assurer l'éclairage de toutes les pièces, espaces communs intérieurs, escaliers intérieurs et extérieurs ainsi que les entrées extérieures communes.

---

## **CHAPITRE VI NORMES RELATIVES À LA SALUBRITÉ**

---

### **ARTICLE 37 DEVOIRS DU PROPRIÉTAIRE, DU LOCATAIRE ET DE L'OCCUPANT**

Le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un bâtiment doit, en tout temps, le maintenir dans un bon état de salubrité. Les travaux d'entretien et de réparation requis doivent être exécutés dans les meilleurs délais.

### **ARTICLE 38 INTERDICTIONS**

Constituent notamment une cause d'insalubrité, sont prohibées et doivent être supprimées :

- a) La malpropreté, la détérioration, l'encombrement, l'état apparent et continu d'abandon d'un bâtiment, d'un logement et de toutes ses composantes ;
- b) La présence d'animaux morts ;
- c) La présence, l'entreposage ou l'utilisation de produits ou de matières qui dégagent une odeur nauséabonde ou des vapeurs toxiques ;
- d) Le dépôt ou l'accumulation d'ordures ménagères, de déchets, ou de matières recyclables ailleurs que dans des récipients prévus à cette fin ou, à l'intérieur d'un bâtiment, dans un local non prévu à cette fin ;
- e) L'encombrement d'un moyen d'évacuation ;
- f) Le dépôt ou l'accumulation de matières combustibles qui, en raison de leur quantité ou de leur emplacement, présentent un risque d'incendie ;
- g) La présence d'un obstacle empêchant la fermeture et l'enclenchement d'une porte dans une séparation coupe-feu exigée ou d'une porte munie d'un dispositif d'obturation ;
- h) La présence de glace ou de condensation sur une surface intérieure d'un bâtiment autre qu'une fenêtre ;
- i) La présence d'accumulation d'eau ou d'humidité causant ou susceptible de causer une dégradation de la structure, de l'isolation, des matériaux ou des finis, ou la présence de moisissure ou de

champignons ainsi que les conditions favorisant leur prolifération ;

- j) L'accumulation de débris, de matériaux, de matières combustibles, de matières décomposées ou putréfiées, d'excréments, d'urine ou d'autres sources de malpropreté ;
- k) La présence de vermine, de rongeurs, de volatiles, d'insectes ou de tout autre animal nuisible ainsi qu'une condition favorisant leur prolifération.

#### **ARTICLE 39 PUNAISES DE LIT**

Lorsque des punaises de lit sont constatées dans un logement, son propriétaire doit mandater un professionnel pour réaliser l'extermination. Elle doit être réalisée dans un délai de 10 jours suivant la découverte de la présence de punaises de lit dans le logement.

---

### **CHAPITRE VII DISPOSITIONS PÉNALES**

---

#### **ARTICLE 40 INFRACTIONS MULTIPLES**

Si l'infraction continue, elle constitue, jour après jour, une infraction distincte et séparée et l'amende peut être imposée pour chaque jour durant lequel dure cette infraction.

#### **ARTICLE 41 AVIS DE NON-CONFORMITÉ**

Le fonctionnaire désigné peut transmettre un avis de non-conformité au propriétaire, au locataire ou à l'occupant d'un bâtiment en cas de contravention au présent règlement.

La personne qui reçoit un avis de non-conformité doit effectuer ou faire effectuer les travaux, essais, analyses ou vérifications requis dans les délais accordés par le fonctionnaire désigné dans l'avis de non-conformité.

La personne à qui une telle exigence est formulée doit s'y conformer.

Dans le cas où le propriétaire omet d'effectuer les travaux, la Cour supérieure peut, sur demande de la municipalité, autoriser celle-ci à les effectuer et à en réclamer le coût auprès du propriétaire. La demande est instruite et jugée d'urgence.

#### **ARTICLE 42 ORDONNANCE DE FAIRE DISPARAÎTRE UNE CAUSE D'INSALUBRITÉ**

Lorsque le propriétaire ou l'occupant d'un bâtiment est déclaré coupable d'une infraction prévue au présent règlement en lien avec l'insalubrité, un juge peut, en plus d'imposer une amende, ordonner à cette personne de faire disparaître la cause d'insalubrité dans un délai qu'il détermine ou de faire les travaux nécessaires pour empêcher qu'elle ne se manifeste à nouveau.

À défaut par cette personne de s'exécuter dans ce délai, la cause d'insalubrité peut être enlevée par la municipalité aux frais de cette personne.

Un préavis de la demande d'ordonnance doit être donné par le poursuivant à la personne que l'ordonnance pourrait obliger à enlever la cause d'insalubrité, sauf si ces parties sont en présence du juge.

#### **ARTICLE 43 AMENDES**

Quiconque contrevient ou maintient une contravention à l'une ou l'autre des dispositions du présent règlement commet une infraction et est

passible :

a) s'il s'agit d'une personne physique :

- d'une amende d'au moins 300 \$ et d'au plus 250 000 \$ pour une première infraction ;
- d'une amende d'au moins 600 \$ et d'au plus 250 000 \$ pour une récidive ;
- d'une amende d'au moins 10 000 \$ et d'au plus 250 000 \$ pour une contravention sur un immeuble patrimonial.

b) s'il s'agit d'une personne morale :

- d'une amende d'au moins 600 \$ et d'au plus 250 000 \$ pour une première infraction ;
- d'une amende d'au moins 1 200 \$ et d'au plus 250 000 \$ pour une récidive ;
- d'une amende d'au moins 20 000 \$ et d'au plus 250 000 \$ pour une contravention sur un immeuble patrimonial.

#### **ARTICLE 44 FACTEURS AGGRAVANTS**

Le montant de l'amende doit être établi en fonction des facteurs aggravants suivants :

- a) le fait que le contrevenant ait agi intentionnellement ou ait fait preuve de négligence ou d'insouciance ;
- b) la gravité de l'atteinte ou le risque d'atteinte à la santé ou à la sécurité des personnes ;
- c) l'intensité des nuisances subies par le voisinage ;
- d) le caractère prévisible de l'infraction ou le défaut d'avoir donné suite aux recommandations ou aux avertissements visant à le prévenir, notamment, lorsque les travaux exigés par la municipalité ou décrits dans un avis de détérioration n'ont pas été réalisés ;
- e) le fait que le bâtiment concerné soit un immeuble patrimonial cité conformément à la *Loi sur le patrimoine culturel* (chapitre P-9.002), situé dans un site patrimonial cité par la municipalité ou la MRC de Témiscouata ou inscrit à l'inventaire patrimonial de la MRC de Témiscouata ;
- f) le fait que les actions ou omissions du contrevenant aient entraîné une telle détérioration du bâtiment que le seul remède utile consiste en sa démolition ;
- g) les tentatives du contrevenant de dissimuler l'infraction ou son défaut de tenter d'en atténuer les conséquences.

Un juge qui, en présence d'un facteur aggravant, impose tout de même une amende minimale doit motiver sa décision.

#### **ARTICLE 45 AUTRES RECOURS**

La Municipalité peut, aux fins de faire respecter les dispositions du présent règlement, exercer cumulativement, avec ceux prévus au présent règlement, tout autre recours approprié de nature civile ou pénale.

---

## **CHAPITRE VIII DISPOSITIONS PARTICULIÈRES**

---

### **ARTICLE 46 AVIS DE DÉTÉRIORATION**

Si le propriétaire d'un immeuble refuse de se conformer ou de donner suite à un avis de non-conformité émis par le fonctionnaire désigné, la municipalité peut requérir l'inscription au registre foncier d'un avis de détérioration de l'immeuble.

L'avis de détérioration contient les renseignements suivants :

- a) la désignation de l'immeuble concerné ainsi que les nom et adresse de son propriétaire;
- b) le nom de la municipalité et l'adresse de son bureau ainsi que le titre, le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil requiert l'inscription;
- c) le titre et le numéro du présent règlement ;
- d) une description des travaux à effectuer.

La municipalité tient une liste des immeubles à l'égard desquels un avis de détérioration est inscrit au registre foncier. Elle publie cette liste sur son site Internet ou, si elle n'en possède pas, sur celui de la MRC de Témiscouata.

La liste contient, à l'égard de chaque immeuble, l'ensemble des renseignements contenus dans l'avis de détérioration.

### **ARTICLE 47 NOTIFICATION AU PROPRIÉTAIRE**

La municipalité doit, dans les 20 jours suivant l'inscription d'un avis de détérioration au registre foncier, notifier l'inscription de l'avis de détérioration au propriétaire de l'immeuble ainsi qu'à tout titulaire d'un droit réel inscrit sur le registre foncier à l'égard de cet immeuble.

### **ARTICLE 48 AVIS DE RÉGULARISATION**

Lorsque la municipalité constate que les travaux exigés dans l'avis de détérioration ont été effectués, la municipalité doit, dans les 60 jours suivant cette constatation, requérir l'inscription au registre foncier d'un avis de régularisation qui contient, en sus des renseignements que l'on retrouve dans l'avis de détérioration, le numéro d'inscription au registre foncier de cet avis de détérioration ainsi qu'une mention selon laquelle les travaux qui ont été décrits ont été effectués.

Lorsqu'un avis de régularisation est inscrit au registre foncier, la municipalité doit retirer de la liste toute mention qui concerne l'avis de détérioration lié à cet avis de régularisation.

### **ARTICLE 49 ACQUISITION PAR LA MUNICIPALITÉ**

Lorsque la municipalité désire se prévaloir du paragraphe 1<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 145.41.5 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A- 19.1) afin d'acquérir ou d'exproprier un immeuble à l'égard duquel un avis de détérioration a été inscrit au registre foncier pour une période d'au moins 60 jours, l'une des conditions suivantes doit être respectée :

- a) l'immeuble est vacant depuis au moins un an au moment de la signification de l'avis d'expropriation prévu à l'article 40 de la Loi sur l'expropriation (chapitre E-24) ;

- b) l'état de vétusté ou de délabrement présente un risque pour la santé ou la sécurité des personnes ;
- c) il s'agit d'un immeuble patrimonial cité conformément à la *Loi sur le patrimoine culturel* (chapitre P-9.002), situé dans un site patrimonial cité par la Municipalité ou la MRC de Témiscouata ou inscrit à l'inventaire patrimonial de la MRC de Témiscouata.

Un tel immeuble peut ensuite être aliéné, à titre onéreux, à toute personne ou à titre gratuit, à une personne visée à l'article 29 ou 29.4 de la *Loi sur les cités et villes* (chapitre c-19).

#### **ARTICLE 50 TAXE FONCIÈRE**

Toute somme due à la Municipalité à la suite de son intervention en vertu du présent règlement est assimilée à une taxe foncière si le débiteur est le propriétaire du bâtiment.

#### **ARTICLE 51 CRÉANCE HYPOTHÉCAIRE**

En cas de défaut du propriétaire, du locataire ou de l'occupant, la municipalité pourra en plus de tout autre recours prévu par la loi, exécuter ou faire exécuter aux frais de ce propriétaire, locataire ou occupant, toute intervention relative aux dispositions du présent règlement ou à ceux qu'il réfère ainsi que leurs modifications.

Les frais encourus par la municipalité, en application du présent article, constituent une créance prioritaire sur le bâtiment visé, au même titre et selon le même rang que les créances visées au Code civil du Québec (article 2651).

#### **ARTICLE 52 AUTRES POURSUITES**

La municipalité peut intenter une poursuite pénale ou tout recours judiciaire nécessaire pour une contravention à ce règlement ou à ceux qu'il réfère ainsi que leurs modifications.

---

### **CHAPITRE IX DISPOSITIONS FINALES**

---

#### **ARTICLE 53 ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Le règlement est accepté à l'unanimité.

La proposition est acceptée à l'unanimité.

24-12-192

#### **6.-2 Avis de motion – Règlement 2024-469 amendant le Règlement 2018-394 et ses amendements portant sur la gestion contractuelle**

Il est proposé et résolu à l'unanimité que ce conseil, donne avis que sera présenté à la présente séance de ce conseil, un projet de règlement amendant le Règlement 2018-394 et ses amendements portant sur la gestion contractuelle.

CONFORMÉMENT à l'article 445 du Code Municipal, copies du projet de règlement sont mises à la disposition du public lors de cette présente séance du conseil.

La proposition est acceptée à l'unanimité.

24-12-193

**6.-3     **Projet de règlement 2024-469 amendant le Règlement 2018-394 et ses amendements portant sur la gestion contractuelle****

ATTENDU QUE le Règlement numéro 2018-394 sur la gestion contractuelle a été adoptée par la Municipalité le 3 juillet 2018., conformément à l'article 938.1.2 du Code municipal du Québec (ci-après appelé « C.M. »);

ATTENDU QUE la Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives (L.Q. 2023, chapitre 33), sanctionnée le 8 décembre 2023 (projet de loi 39), de même que la Loi édictant la Loi visant à protéger les élus municipaux et à favoriser l'exercice sans entraves de leurs fonctions et modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal (L.Q. 2024, chapitre 24), sanctionnée le 6 juin 2024 (projet de loi 57), modifient certaines dispositions du CM relativement à certaines mesures qui peuvent être adoptées par les Municipalités dans leur règlement de gestion contractuelle;

**ATTENDU QUE** qu'il est nécessaire de modifier le présent règlement de gestion contractuelle pour ajouter les dispositions rendues obligatoires par ces lois;

ATTENDU QU'un avis de motion a été donné à la présente séance.

En conséquence, il est proposé et résolu à l'unanimité que le présent règlement soit adopté et qu'il soit ordonné et statué comme suit :

1. L'article 2 du Règlement numéro 2021-426 sur la gestion contractuelle est remplacé par l'article suivant :

2. Lorsque cela est possible et dans l'intérêt de la Municipalité, les biens et les services québécois ou autrement canadiens, de même que les entreprises ayant un établissement au Québec ou ailleurs au Canada sont préférées à tout autre concurrent lors de l'attribution d'un contrat de gré à gré ou lors d'envoi d'une invitation écrite à soumissionner lorsque le montant de la dépense est sous le seuil déterminé par le Ministre obligeant de procéder par appel d'offres public.

Pour les contrats de gré à gré, la Municipalité favorise l'envoi de demandes de prix auprès de ces entreprises en priorité à tout autre concurrent, lorsque de telles demandes sont justifiées. En cas d'égalité des prix, de la qualité des services ou, plus largement, de toute offre comparable sur ses éléments essentiels entre une entreprise québécoise et

une entreprise canadienne, la Municipalité favorise l'attribution du contrat à l'entreprise québécoise.

Pour les contrats adjugés à la suite d'une invitation écrite à soumissionner, s'il ne lui est pas possible ou s'il n'est pas dans son intérêt de se limiter à ces personnes, la Municipalité révisé son besoin afin de déterminer si une nouvelle formulation peut permettre de les favoriser préalablement à l'envoi des invitations à soumissionner. Si, malgré cette révision du besoin, il demeure nécessaire ou dans l'intérêt de la Municipalité d'inclure des personnes ne répondant pas à l'objectif du premier alinéa, la Municipalité peut réviser sa stratégie contractuelle pour considérer l'attribution du contrat de gré à gré, lorsque cela lui est permis.

Lorsque les circonstances ne permettent pas ou ne justifient pas de favoriser de telles entreprises, la Municipalité peut conclure un contrat avec un autre concurrent. »

2. Le Règlement numéro 2018-394 sur la gestion contractuelle est modifié par l'insertion, après l'article 9 de l'article numéro 11 :

« 11 Lorsque la Municipalité utilise la mesure de l'article 2 du règlement 2021-426 du présent règlement, elle procède à une rotation des cocontractants lors de l'attribution des contrats de gré à gré ou de l'invitation des personnes à soumissionner, si cela est possible et dans son intérêt. Cette rotation doit être faite selon les mêmes critères que ceux déjà élaborés pour la rotation des fournisseurs qui se voient attribuer des contrats de gré à gré au-delà du seuil monétaire de 25 000\$ en vertu des dispositions du présent règlement de gestion contractuelle, avec les adaptations nécessaires. »

1. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

La proposition est acceptée à l'unanimité.

## **7.- PROJET DE RÉSOLUTIONS**

**24-12-194**

### **7.-1 Facturation aux municipalités desservies par les services de la Sûreté du Québec**

ATTENDU QUE les municipalités desservies par la Sûreté du Québec viennent de recevoir leur facture pour l'année 2025;

ATTENDU QUE la moyenne des augmentations annoncées s'établit à 6,47 %, mais que les hausses pour plusieurs municipalités sont beaucoup plus importantes, voire considérables;

ATTENDU QUE la facture 2025 marque la fin de la période transitoire pour mener à un partage de 50-50 de la facture pour les services de la Sûreté du Québec, entre le Gouvernement et les municipalités. Une période caractérisée par l'établissement d'un plafond d'augmentation à 7 % et d'un plancher à 2 %;

ATTENDU QUE lors des négociations de la nouvelle formule en 2019, les autorités du ministère de la Sécurité publique avaient assuré à ses partenaires municipaux que les augmentations seraient d'environ 3 % par année une fois la période transitoire terminée et que cette formule mettrait le monde municipal à l'abri de hausses de la nature de celles qui sont annoncées en 2025;

ATTENDU QUE le taux d'inflation est maintenant de moins de 2 %;

ATTENDU QUE les médias ont récemment fait état de la gestion du temps supplémentaire des policiers dans les régions, qui occasionne une pression importante sur le coût global du service de la Sûreté du Québec facturé aux municipalités;

ATTENDU QUE les questions légitimes de plusieurs élus concernant l'impact réel du nombre de postes de policiers non comblés et du recours important au temps supplémentaire alors qu'un service de police efficace demande de la stabilité et une présence communautaire développée de longue haleine;

ATTENDU QUE la hausse inconsidérée des coûts de la Sûreté du Québec et leur impact sur la facture imposée aux municipalités;

ATTENDU QUE le monde municipal n'est pas impliqué dans la détermination des conditions de travail des policiers et la gestion de la Sûreté du Québec;

ATTENDU QUE le montant total facturé aux municipalités pour 2025 s'élève à plus de 444,8 M\$, un montant considérable qui devrait donner aux municipalités un droit de regard sur la gestion de ces services.

Il est proposé que la municipalité de Rivière-Bleue demande au ministre de la Sécurité publique, M. François Bonnardel :

- De mandater une firme externe pour analyser la gestion de la Sûreté du Québec à l'instar de la démarche effectuée auprès des sociétés municipales de transport et qui a permis d'identifier des pistes de solutions pour économiser plusieurs centaines de millions de dollars;
- De conserver un plafond et un plancher pour l'augmentation des factures dans la formule permanente comme dans la formule transitoire tant que l'analyse n'aura pas permis d'identifier des moyens pour contrôler la hausse inconsidérée du coût des services de la Sûreté du Québec.

Que copie de résolution soit transmise au ministre de la Sécurité publique, M. François Bonnardel, au député de la circonscription de Rivière-du-Loup-Témiscouata, Madame Amélie Dionne, à la directrice

générale de la Sûreté du Québec, Mme Johanne Beausoleil et au président de la Fédération québécoise des municipalités (FQM), M. Jacques Demers.

La proposition est acceptée à l'unanimité.

Adresse de François Bonnardel : [ministre@misp.gouv.qc.ca](mailto:ministre@misp.gouv.qc.ca)

Adresse de Johanne Beausoleil : [johanne.beausoleil@surete.qc.ca](mailto:johanne.beausoleil@surete.qc.ca)

Adresse de Jacques Demers : [info@fqm.ca](mailto:info@fqm.ca)

**24-12-195                    7.-2      Adoption du budget l'exercice 2025 de la Régie intermunicipale de gestion des déchets de Témiscouata**

Il est proposé par la conseillère Madame Véronique Bossé que le budget de la Régie intermunicipale de gestion des déchets de Témiscouata, pour l'exercice financier du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2025, soient acceptés tels que déposés.

La proposition est acceptée à l'unanimité.

**24-12-196                    7.-3      Autorisation à présenter à la MRC de Témiscouata, une demande d'aide financière au Fonds des régions et ruralité (FRR) – Projet incendie en forêt au Transcontinental**

ATTENDU QUE l'acquisition d'équipements spécialisés en vue de mieux répondre en cas d'intervention contre les feux de forêt nécessite un soutien financier;

ATTENDU QUE ce type d'intervention préoccupe plus que jamais les communautés situées en milieu forestier;

En conséquence, il est proposé et résolu à l'unanimité que la Municipalité accepte qu'une demande d'aide financière soit faite au Fonds des régions et ruralité (FRR) de la MRC de Témiscouata afin de faire l'acquisition des équipements convoités et réaliser la formation associée à nos membres;

QUE la Municipalité s'engage à payer sa part des coûts admissibles et des coûts d'exploitation continus du projet;

QUE ce conseil désigne Madame Claudie Levasseur, directrice générale, et/ou Monsieur Claude H. Pelletier, Maire, comme signataires sur la convention financière, le cas échéant.

La proposition est acceptée à l'unanimité.

24-12-197

**7.-4 Demande d'acquisition d'un chemin privé – Entrée 1 rue de la Baie**

ATTENDU QUE la municipalité de Rivière-Bleue a reçu le 12 novembre dernier, une demande pour l'acquisition du chemin privé : Entrée 1, rue de la Baie;

ATTENDU QUE les membres du conseil ont procédé à l'étude du dossier et en sont venus à un consensus :

Il est proposé et résolu à l'unanimité que la municipalité ne fasse pas l'acquisition puisque celui-ci ne répond pas aux critères établis dans le règlement de lotissement 2015-365.

La proposition est acceptée à l'unanimité.

24-12-198

**7.-5 Journée internationale des bénévoles 5 décembre 2024**

ATTENDU QUE plus de 2,3 millions de bénévoles s'impliquent quotidiennement au Québec;

ATTENDU QUE la Municipalité de Rivière-Bleue reconnaît l'impact indéniable de cette implication bénévole;

ATTENDU QUE l'implication de ces bénévoles a un fort impact sur le dynamisme de notre milieu de vie;

ATTENDU QUE l'implication de ces bénévoles contribue à assurer un filet social et humain pour les personnes vulnérables vivant sur notre territoire;

ATTENDU QUE l'ONU a déclaré, en 1985, que la journée du 5 décembre devenait la Journée internationale des bénévoles.

Il est proposé et résolu à l'unanimité que la Municipalité reconnaisse le 5 décembre 2024 comme étant la journée internationale des bénévoles;

QUE la Municipalité illumine l'édifice municipal en blanc, bleu et/ou vert le soir du 5 décembre 2024 afin de souligner cette journée;

Que la Municipalité profite de cette occasion pour remercier publiquement l'ensemble des bénévoles impliqués au sein des différentes organisations sur le territoire.

La proposition est acceptée à l'unanimité.

24-12-199

**7.-6 Modification à la numérotation civique – Entrée 1 rue de Pied-du-Lac**

ATTENDU QUE l'entrée 1, rue Pied-Du-Lac a été modifiée et que maintenant l'entrée se situe sur la rue St-Joseph Nord;

ATTENDU QUE la Municipalité est consciente de toutes les répercussions d'un tel changement et en assume la pleine responsabilité;

ATTENDU QUE les membres du conseil municipal ont procédé à une étude du dossier et ils en sont venus à un consensus ;

Il est proposé et résolu à l'unanimité que la Municipalité accepte de modifier le nom de rue et la numérotation civique de ces quatre propriétés.

QUE les nouveaux numéros civiques de ces propriétés soient maintenant :

- 23, rue de la Rivière anciennement 35 Entrée 1 rue De Pied-du-Lac;
- 25, rue de la Rivière anciennement 29 Entrée 1 rue De Pied-du-Lac;
- 27, rue de la Rivière anciennement 27 Entrée 1 rue De Pied-du-Lac
- 29, rue de la Rivière anciennement aucun numéro civique;

selon et les espaces vacants.

La proposition est acceptée à l'unanimité.

24-12-200

**7.-7 Séance spéciale pour dépôt et présentation du budget 2025**

Il est proposé et résolu à l'unanimité que la rencontre pour la présentation des prévisions de revenus et de dépenses pour l'exercice du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2025 ait lieu le 17 décembre, à 19 h 30, à la salle du conseil municipal.

La proposition est acceptée à l'unanimité.

24-12-201

**7.-8 Programme d'aide à la voirie locale**

ATTENDU QUE la municipalité de Rivière-Bleue a pris connaissance des modalités d'application du volet Projets particuliers d'amélioration (PPA) du Programme d'aide à la voirie locale (PAVL) et s'engage à les respecter;

ATTENDU QUE le réseau routier pour lequel une demande d'aide financière a été octroyée est de compétence municipale et est admissible au PAVL;

ATTENDU QUE les travaux ont été réalisés dans l'année civile au cours de laquelle le ministre les a autorisés;

ATTENDU QUE les travaux ou les frais inhérents sont admissibles au PAVL;

ATTENDU QUE le formulaire de reddition de comptes V-0321 a été dûment rempli;

ATTENDU QUE la transmission de la reddition de comptes des projets a été effectuée à la fin de la réalisation des travaux ou au plus tard le **31 décembre 2024** de l'année civile au cours de laquelle le ministre les a autorisés;

ATTENDU QUE le versement est conditionnel à l'acceptation, par le ministre, de la reddition de comptes relative au projet;

ATTENDU QUE, si la reddition de comptes est jugée conforme, le ministre fait un versement aux municipalités en fonction de la liste des travaux qu'il a approuvés, sans toutefois excéder le montant maximal de l'aide tel qu'il apparaît à la lettre d'annonce;

ATTENDU QUE les autres sources de financement des travaux ont été déclarées;

POUR CES MOTIFS, sur la proposition de la conseillère Madame Thérèse Beauregard, il est unanimement résolu et adopté que le conseil de la municipalité de Rivière-Bleue approuve les dépenses d'un montant de 64 120.38 \$ relatives aux travaux d'amélioration et aux frais inhérents admissibles mentionnés au formulaire V-0321, conformément aux exigences du ministère des Transports du Québec, et reconnaît qu'en cas de non-respect de celles-ci, l'aide financière sera résiliée.

La proposition est acceptée à l'unanimité.

24-12-202

**7.-9 Dépôt annuel de l'extrait du registre public des déclarations faites par un membre du conseil en vertu du code d'éthique et de déontologie des élus**

ATTENDU QUE selon la Loi, le greffier ou le secrétaire-trésorier doit déposer au conseil lors de la dernière séance ordinaire de l'année un extrait du registre public des déclarations faites par un membre du conseil lorsqu'il a reçu un don, une marque d'hospitalité ou tout autre avantage qui n'est pas de nature purement privée, ou qui n'est pas interdit par le paragraphe 4 du premier alinéa de l'article 6 de la Loi sur

l'éthique et la déontologie en matière municipale (ciaprès « Loi sur l'éthique ») (L.R.Q. E15.1.0.1) (voir l'alinéa ci-après), et qui excède la valeur fixée par le Code d'éthique et de déontologie des élus (art. 6 et 46 Loi sur l'éthique).

ATTENDU QUE le directeur générale et secrétaire-trésorier fait mention au conseil qu'aucune déclaration en ce sens n'a été faite au registre depuis la dernière séance au cours de laquelle un tel extrait a été déposé

La proposition est acceptée à l'unanimité.

**24-12-203                      7.-10    Vin d'honneur – Repas de Noël du Manoir Alphonse Beaulieu**

Il est proposé et résolu à l'unanimité que la Municipalité défraie le coût du vin qui sera servi aux invités du repas de Noël du Manoir Alphonse Beaulieu, samedi le 14 décembre prochain.

La proposition est acceptée à l'unanimité.

**24-12-204                      7.-11    Calendrier des séances du conseil**

ATTENDU QUE l'article 148 du *Code municipal du Québec* prévoit que le conseil doit établir, avant le début de chaque année civile, le calendrier de ses séances ordinaires pour la prochaine année, en fixant le jour et l'heure du début de chacune;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé et résolu à l'unanimité :

QUE le conseil fixe aux dates suivantes le calendrier de ses séances ordinaires pour l'année 2025, à savoir :

- |                                      |                                      |
|--------------------------------------|--------------------------------------|
| • 14 janvier (2 <sup>e</sup> mardi)  | • 4 février                          |
| • 4 mars                             | • 1 <sup>er</sup> avril              |
| • 6 mai                              | • 3 juin                             |
| • 1 <sup>er</sup> juillet            | • 26 août (dernier mardi)            |
| • 2 septembre                        | • 1 <sup>er</sup> octobre (mercredi) |
| • 11 novembre (2 <sup>e</sup> mardi) | • 2 décembre                         |

QUE lesdites séances débiteront à 19 h 30.

QU'un avis public du contenu du présent calendrier soit publié par la directrice générale et secrétaire-trésorière, conformément à la loi qui régit les municipalités.

La proposition est acceptée à l'unanimité.

24-12-205

### 7.-12 Représentativité des élus

ATTENDU QUE les membres du conseil municipal sont appelés à représenter la Municipalité au sein d'organismes municipaux et/ou para municipaux;

ATTENDU QUE la liste des comités attribués à chacun des élus est la suivante :

#### REPRÉSENTANT(E)

Christiane Roy  
Claude H. Pelletier et  
Lyne Patry  
Claudine Marquis  
Christiane Roy

Claude H. Pelletier  
(Ou tout autre  
membre du conseil  
municipal)

Thérèse Beauregard  
Thérèse Beauregard  
Claudine Marquis  
Véronique Bossé et  
Lyne Patry  
Yves Gagné  
Yves Gagné  
Claude H. Pelletier

Claudine Marquis

Christiane Roy

Claude H. Pelletier

Claude H. Pelletier  
Véronique Bossé  
Lyne Patry

#### COMITÉ

Journal Entre deux lacs  
Comité consultatif d'urbanisme

Bibliothèque municipale  
Fonds de développement du  
territoire  
Codet

Comité d'embellissement  
Festival du Bootlegger  
Manoir Alphonse-Beaulieu  
Office municipal d'habitation

Service incendie  
Services techniques  
Les Services ambulanciers du  
Transcontinental

Substitut Régie intermunicipale des  
déchets de Témiscouata

Politique familiale et responsable  
des questions familiales/  
Municipalité amie des aînés

Régie intermunicipale des déchets  
du Témiscouata

MRC de Témiscouata  
Loisirs

Développement

Il est proposé et résolu à l'unanimité que ce conseil adopte la liste des comités ainsi que les représentants et représentantes de la Municipalité de Rivière-Bleue qui y siègent.

La proposition est acceptée à l'unanimité.

24-12-206

### 7.-13.- Dépôt des déclarations d'intérêts pécuniaires

Tel que le requiert l'article 360.2 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*, Madame Claudie Levasseur, directrice générale de la Municipalité procède au dépôt des déclarations d'intérêts pécuniaires des membres du conseil.

Faisant suite à ce dépôt, il est proposé et résolu à l'unanimité qu'un relevé faisant état que tous les membres du conseil municipal ont donné suite à cette obligation soit transmis au Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

La proposition est acceptée à l'unanimité.

**24-12-207                    7.-14    Adoption du Budget révisé 2024 de l'Office municipal d'habitation du Témiscouata**

Il est proposé par la conseillère Madame Thérèse Beauregard que ce conseil approuve le budget révisé d'opération de l'exercice 2024, de l'Office municipal d'habitation du Témiscouata.

La proposition est acceptée à l'unanimité.

**24-12-208                    7.-15    Entente de paiement dossier Intact assurance**

ATTENDU QUE la municipalité a reçu une offre de quittance dans un dossier de réclamation ( 4035054692 );

ATTENDU QUE le 1<sup>er</sup> mai des dommages ont été causés par un citoyen au réseau d'aqueduc municipal :

ATTENDU QUE la municipalité de Rivière-Bleue a procédé à la réparation des dommages;

Il est proposé et résolu à l'unanimité que ce conseil accepte la proposition d'Intact Assurance de 7 000.00 \$ pour défrayer les coûts des réparations des bris causés au réseau d'aqueduc.

La proposition est acceptée à l'unanimité.

**24-12-209                    7.-16    Résolution décrétant les coûts de réparation du camion pour le service incendie**

ATTENDU QU'une réparation était nécessaire sur le camion autopompe du service incendie

ATTENDU QUE le montant des réparations s'élève à 18 487,50 \$

Il est proposé et résolu à l'unanimité que ce conseil accepte les réparations qui ont été faites.

QUE les deniers nécessaires seront puisés au compte 02-220-00-650 Renouvellement d'équipement, à la réserve 55-992-00-220 ou au surplus

accumulé non affecté 55-991-00-000.

La proposition est acceptée à l'unanimité.

**9.- AFFAIRES NOUVELLES**

Aucun autre sujet de discussion n'est ajouté suite aux précédents échanges.

**10.- PÉRIODE DE QUESTIONS**

Quelques questions sont formulées à la suite des précédents échanges.

**11.- CLÔTURE DE L'ASSEMBLÉE**

À **19 h 57**, tous les sujets à l'ordre du jour étant épuisés, le maire Monsieur Claude H. Pelletier, déclare la séance close et lève l'assemblée.

Je, Claudie Levasseur, directrice générale, certifie que les crédits nécessaires au paiement des dépenses réalisées et engagées dont il est fait mention dans le présent procès-verbal sont disponibles.

Directrice générale

En signant le procès-verbal, Claude H. Pelletier, maire, est réputé avoir approuvé et signé chacune des résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du *Code municipal*.

Maire